

Les affirmations du député sont tout à fait fausses. Nous avons eu, au cours du week-end, bien d'autres discussions avec les États-Unis, et ils se sont mis en rapport avec nous; les initiatives en question ont, sans doute, été inspirées, par exemple, par un sentiment exprimé par le porte-parole du président des États-Unis, M. Fitzwater, qui a déclaré que le Président souhaitait ardemment que ces négociations se poursuivent et aboutissent si possible. C'est pourquoi le gouvernement américain a pris des initiatives qui nous ont permis de rencontrer les Américains à ce stade-ci. Selon nous, il est tout à fait dans l'intérêt national de tenir ce genre de rencontre, et j'espère que mon honorable collègue sera d'accord là-dessus, en définitive.

[Français]

ON DEMANDE QUI A SUGGÉRÉ LA TENUE D'UNE RÉUNION À WASHINGTON

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, l'incertitude domine toujours au sujet des discussions sur le libre-échange. Est-ce que le premier ministre peut dire simplement qui a suggéré la tenue de cette réunion à Washington aujourd'hui? Les Canadiens ou les Américains?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à cette question il y a à peine quelques instants. J'ai pris la peine d'étaler les déclarations des différents ministres la semaine dernière et en réponse à une question de mon ami, le député de d'Essex—Windsor, je viens tout juste de signaler le fait qu'il y a eu des communications assez constantes durant le weekend. Le gouvernement canadien n'a pas changé d'opinion et en est venu à la conclusion qu'il y avait de la matière sérieuse dans l'attitude énoncée par le Président Reagan qui justifiait la tenue d'une rencontre aujourd'hui. Il m'apparaît tout à fait normal que l'on se conduise de cette façon.

[Traduction]

L'INFORMATION REÇUE PAR LE GOUVERNEMENT CANADIEN

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je note que le premier ministre ne nous a pas encore dit de qui venait l'idée, qui a proposé et pris cette initiative. Puisque le premier ministre en a parlé dans ses réponses précédentes, je voudrais lui demander précisément quelle information a impressionné le gouvernement canadien et annoncé un changement au point de renverser l'attitude extrêmement négative de M. Reisman à la lettre que les États-Unis avaient envoyée samedi? Quelle était cette information?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai déjà donné une réponse complète à cette question. Mon honorable ami voudrait maintenant savoir, à la lumière de ce que j'ai déjà dit à la Chambre, quelle information précise est parvenue au gouvernement canadien. Si je lui faisais part de cette information, je serais aussi mauvais négociateur qu'il l'est, de toute évidence.

Questions orales

LA POSITION DES ÉTATS-UNIS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ce serait en fait pour le premier ministre une dernière chance de mettre les Canadiens au courant ce qui se passe aux négociations. Puisque tant de choses ont changé en fin de semaine, je demande au premier ministre de bien préciser encore une fois que le gouvernement ne recommencera pas à négocier tant que les Américains ne laisseront pas entendre tout net et d'avance que c'est eux et non pas nous qui feront des concessions.

• (1430)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable ami ne s'attend sûrement pas à ce qu'on le prenne au sérieux quand il dit qu'il n'y a pas eu de consultation et que nous n'avons mis personne au courant. Il fait signe qu'il maintient ses dires.

J'avais pris note de sa requête d'être mis au courant. En fait, le député de Yorkton—Melville a sollicité une séance d'information en toute confidentialité. Le gouvernement a répondu aux néo-démocrates qu'il était tout disposé à les mettre pleinement au courant, ce qu'ils ont refusé parce qu'ils ne voulaient pas savoir la vérité.

* * *

LES CORPORATIONS

L'ENQUÊTE SUR LES PRÉTENDUES IRRÉGULARITÉS CONCERNANT L'ÉMISSION D'ACTIENS DE MEMOTEC

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Le 12 février, le ministre a informé la Chambre que son ministère avait commencé à enquêter sur de prétendues irrégularités concernant l'émission d'actions de Memotec. Il y a sept mois et demi de cela. Entre-temps, la Commission des valeurs mobilières du Québec a décidé d'agir. C'est très important, mais le ministre ne pense-t-il pas que le temps est venu de nous mettre au courant des résultats de son enquête?

Devons-nous attendre un rapport bientôt? Les travaux s'achèvent-ils? Quand aurons-nous un rapport et le ministre le déposera-t-il à la Chambre des communes?

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, le directeur fait enquête en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes en coopération avec la Commission des valeurs mobilières du Québec et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Comme la Commission des valeurs mobilières du Québec a intenté des poursuites, je lui ai demandé ce matin d'accélérer l'enquête et de la terminer le plus tôt possible. J'ai demandé à mon sous-ministre de s'assurer que le directeur ait toutes les ressources nécessaires à sa disposition. Oui, je suis prêt à déposer ce rapport à la Chambre des communes quand il sera prêt.